

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

L'horreur

Il y a quelques semaines, Raymond Barre déclarait qu'il fallait une très longue cuillère pour souper avec le diable - entendez M. Mitterrand. Présentant de nouvelles affiches («Au secours ! La droite revient») André Laignel, directeur de la campagne socialiste, évoquait «l'horreur qu'entraînerait le retour de la droite au pouvoir». Oui, l'horreur, et ce mot était prononcé le jour où l'on dénombrait, à Malte, les victimes de la tuerie de l'aéroport...

Bien sûr, ni M. Barre, ni M. Laignel ne croient à ce qu'ils disent. Mais ces petites phrases ne sont pas innocentes. D'abord parce qu'elles peuvent être lues au premier degré, par des citoyens qui ne sont pas tous experts en décodages. Ensuite parce que ces exagérations répétées finissent par détruire la mesure et le sens. A force d'outrances, tout devient neutre, équivalent, et les véritables enjeux s'estompent ou disparaissent.

Aucune objurgation n'arrêtera l'inflation verbale. Mais il est possible et nécessaire de ne pas se laisser entraîner par cette dialectique pitoyable. Garder le sens des mots, refuser les litanies bêtes, faire des choix raisonnés, tel est le pari de notre journal. Il sera tenu pendant la campagne électorale. Et après.

5ème chaine



Antiracisme

Le melting-potes des intellos

(p. 5)

Eurêka

Entretien avec André Grjebine

(p. 6-7)

Flexibilité

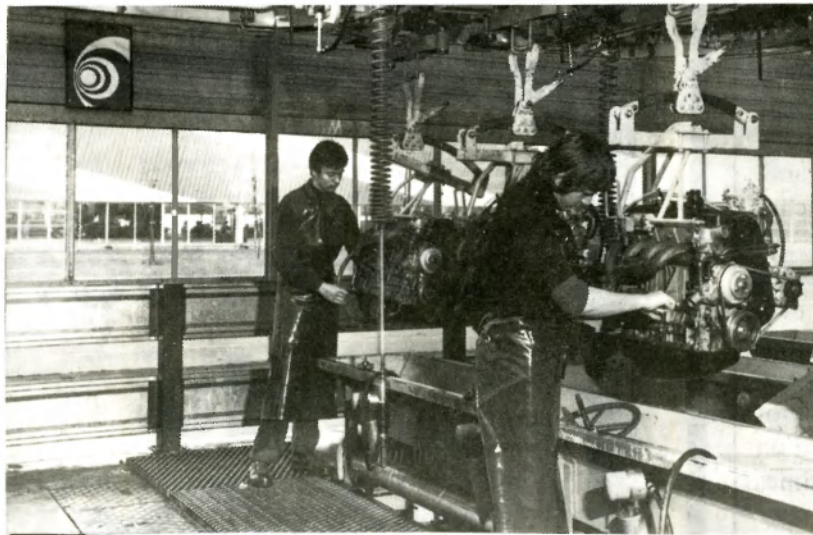
Salariés s'abstenir

On savait que le Ministre avait une opinion officielle : non interventionnisme de l'Etat et priorité à la négociation contractuelle. Mais on savait aussi qu'il avait un projet sous le coude et ses déclarations dans différents colloques trompaient de moins en moins de monde : il interviendrait. Les partenaires sociaux travaillaient en ce sens.

Une chose est sûre : la durée légale du travail n'existera plus, il nous faudra parler des durées du travail. Il existait déjà bien sûr, pour certains travaux et certaines catégories de salariés des durées variables mais les 39 heures constituaient jusqu'à présent la métrique sociale. Dorénavant, les entreprises qui le souhaitent, pourront, avec l'accord des partenaires sociaux, déroger à certaines dispositions du Code du Travail. Ces négociations à entamer pourront en outre être menées non seulement dans les branches d'activité mais également au sein même des entreprises par le biais des accords collectifs d'entreprise.

Gageons que Syndicats et Patronat ne laisseront pas longtemps la base s'organiser sans eux malgré les positions que certains ont cru bon de prendre. La comédie de la fin de l'année dernière n'avait d'ailleurs fait qu'inciter la base (employeurs et sections syndicales) à se débrouiller seule. La prolifération des accords d'aménagement du temps de travail,

Le gouvernement a finalement choisi d'intervenir : le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail devrait être voté prochainement par le Parlement. La C.G.T., F.O. et le patronat y sont hostiles. Est-ce le dernier acte dont nous parlions ici même il y a presque un an ? (1)



«illégaux» la plupart du temps, en était le signe évident. Ces accords, parfois très divers dans leurs formes, rencontraient bien souvent la complaisance voire l'approbation des autorités administratives locales. Il était donc grand temps pour les syndicats, pour le patronat et pour le gouvernement que tout rentrât dans l'ordre, sans savoir trop dans lequel. La voie ayant été ouverte par le rapport de Dominique Taddéi, il restait

à Laurent Fabius à donner le ton sur TF1 : «la législation du travail n'est plus adaptée à la donne moderne des entreprises. Beaucoup d'entreprises passent des accords en marge du droit. C'est dangereux. Il ne faut pas modifier la législation de manière à ce que ce soit la porte ouverte à la déréglementation. Ce serait l'anarchie».

En clair : désormais l'employeur pourra moduler l'horaire hebdoma-

daire entre 37 et 41 heures sans avoir recours au chômage partiel en dessous de 39 h et aux heures supplémentaires au-dessus. En contrepartie la moyenne hebdomadaire annuelle ne pourra pas dépasser 38 heures et le contingent d'heures supplémentaires utilisables sans autorisation est ramené de 130 heures par personne et par an à 80. Suivant une même logique, au dessus de 41 heures, la moyenne hebdomadaire annuelle doit descendre au dessous de 38 heures et le contingent au dessous de 80. Cette disposition principale du texte de loi s'accompagne d'une autre relative au maintien de la rémunération quelles que soient les fluctuations d'horaires dans le mois, et d'une seconde relative au remplacement du paiement des heures supplémentaires par des jours de repos compensateur.

La stratégie du gouvernement est double : en assortissant cette modulation d'horaires de contreparties quant à la durée du travail et en permettant aux entreprises elles-mêmes de négocier, il jette une pierre dans les jardins syndicaux et patronaux et les renvoie dos à dos tout en ayant marqué des points; en légiférant sur ce thème il coupe l'herbe sous le pied de l'opposition qui avait composé quelques couplets autour de ce refrain. Et les salariés dira-t-on ? Des salariés... où ça ?

H. SAINT-VALLIER

(1) «Royaliste» numéro 418.

royaliste ♦

Sommaire - p. 2 Salariés s'abstenir - p. 3 La perspective - p. 4 Le courage de R. Barre - p. 5 Le melting-potes des intellos - pp. 6-7 Entretien avec Grjebine - p. 8 La source viennoise - p. 9 Sartre, une vie - p. 10 Rêve américain et réalité soviétique - p. 12 Qu'est-ce que communiquer ?

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Mutations

La perspective

Un parti socialiste étroitement verrouillé sur ses incertitudes, un gouvernement qui poursuit l'adaptation de ses réformes mais dont la persévérance est secrètement minée par la menace d'un renversement de majorité, un Premier Ministre qui a, trop tôt et trop personnellement, mis son prestige dans la compétition électorale, un Président apparemment serin, mais préoccupé de gagner la hauteur qui le mettrait hors de cause lors d'une inversion radicale de sa majorité; et un parti communiste défaitiste, retourné à son ghetto stalinien.

En face, une vague oppositionnelle puissante, quoique profondément désarticulée dans ses composantes, et que l'opinion de masse semble inexorablement pousser à déferler sur le pouvoir.

Voilà, en quelque sorte, l'image à grands traits du panorama politique en cet automne 85.

HIVER

Ceux qui ont fait en même temps que nous le choix, sans alliance ni obligation partisane, de soutenir l'action du Président pourraient trouver le paysage morose, et désespérer. Aujourd'hui, comme hier sous l'étouffante chappe de la droite dite libérale, ils conservent le rôle le plus ingrat : discerner les intérêts réels de la nation tels que l'histoire et la nature des choses présentes les assignent et rester invariables dans cette vocation entre les affrontements. Se priver volontairement, par la liberté même et la lucidité dont ils font preuve, de tout accès direct à la représentation populaire et, par là, des moyens d'expression qui leur donneraient l'occasion de rayonner davantage et de convaincre. Alors qu'ils se fondent sur le cœur du destin national, passer pour des déviants, des marginaux, des impuissants...

L'humour est extrême. Si, du moins, les choses sont vraiment ce que l'on dit.

Mais le paysage brossé grâce aux médias n'est vrai que pour une part, et sous l'unique rapport du passé. Il présuppose que les coalitions de

L'examen du paysage politique, à quatre mois des élections législatives, pourrait inciter à la morosité. Mais les mutations de la société française sont plus profondes que l'on ne croit et pourraient réserver des surprises



droite affronteront celle de gauche dans les mêmes conditions qu'aux scrutins précédents et que les réflexes du corps électoral joueront un psychodrame sempiternellement reconduit. Ce scénario arrange, mais il est faux.

PRINTEMPS

La France a changé depuis 81, et de telle façon, à une telle profondeur, que cela n'apparaîtra dans les sondages qu'avec un effet-retard. L'alternance prescrite inquiète au point que l'opinion va rêvant d'un gouvernement hybride où Rocard, Chirac, Barre, Giscard, voire Hernu et Chevènement s'attelleraient ensemble sous la présidence du même François Mitterrand. Ces fantasmes syncrétiques ne sont ridicules qu'en apparence : ils préfi-

gurent l'émergence d'une majorité encore secrète, celle de citoyens que la guerre des partis ne mobilise plus parce que l'heure de vérité de Mai 81

a dénoué les liens dont le *statu quo* hérité de vingt-cinq ans de règne impartagé avait chargé le pays.

C'est cette mutation profonde qui est venue confirmer une à une nos analyses, justifier nos combats, et qui a permis aux royalistes de s'ouvrir une audience bien au-delà des rangs de leurs fidèles. La réflexion avancée sur le pouvoir, le rôle de l'Etat et des régions, la vocation de la nation, les données de la citoyenneté, l'anticipation de la métamorphose du monde industriel et technologique, et surtout le souci réaffirmé d'une éthique dont la finalité sache se reconnaître dans la personne humaine. Enfin, le couronnement affectif et conceptuel de toutes ces démarches par la certitude mille et une fois répétée que le Roi, et le Roi seul, en sera le critère de vérification et d'accomplissement. Voilà le centre stratégique tenu, et l'indispensable service à continuer de rendre à la communauté des hommes et des femmes de ce pays.

Obscurément encore ? Peut-être. Mais surmontant les frustrations, sachons, d'ici le printemps prochain, lire les signes qui annoncent la débacle des glaciations partisans. Un par un, ils viendront inviter nos libertés à des engagements d'autant plus efficace qu'ils n'auront jamais eu pour objet la quête du pouvoir, mais pour souci final sa légitimité.

Luc de GOUSTINE

LE COMTE DE PARIS JUGE FRANÇOIS MITTERRAND

«Je connais le Président de longue date. J'ai pour lui du respect et de la sympathie. En politique étrangère son action est nette et réaliste. J'ai toutes les raisons sur ce plan là de me trouver en accord avec lui. Sur le plan économique, il a adopté une nouvelle orientation qui est plus satisfaisante, notamment en poussant la France dans la voie de hautes

technologies». (entretien accordé à «Dynastie» - novembre 1985).

«Le Président de la République a le sens de l'Histoire, il aime l'Histoire et il a pour notre pays un sens patriotique profond et un amour de son pays incontestable». (Déclaration à TF 1, journal de 13 h, le 19 novembre).

Tutti quanti Ton univers impitoyable

En annonçant la création d'une 5ème chaîne de télévision d'ici à février 86, François Mitterrand accomplit encore une fois un joli «coup» tout en s'attirant la réprobation de la quasi-unanimité de la classe politique, depuis le RPR jusqu'au Parti communiste, en passant par certains socialistes. La télévision de M. Berlusconi serait-elle si épouvantable que cela ?

La présence de Silvio Berlusconi dans le consortium franco-italien chargé de présider aux destinées du 5ème canal télévisuel français a focalisé les attentions, et les courroux. Fossoyeur de la culture, apôtre du mauvais goût, supôt de l'américanisme rampant, qu'en est-il exactement ? En réalité, les chaînes détenues par M. Berlusconi en Italie sont excellentes sur le plan technique grâce à l'utilisation systématique de matériels «dernier-cri». Quant à leur contenu, beaucoup de jeux,

pourrait-elle réussir sans un accroissement de volume d'émissions dites «faciles» ? Les travers ainsi dénoncés sont inhérents à toute télévision commerciale ne devant compter que sur ses ressources publicitaires pour survivre. La liberté des ondes hertziennes se paiera à ce prix. Ceux qui s'en étonneraient n'auront qu'à se référer au précédent des radios «libres» pour constater que liberté économique ne rime pas forcément avec qualité et presque jamais avec diversité. Le président de la République a ainsi réussi ce tour de force d'être plus libéral que des libéraux qui semblent refuser aujourd'hui les conséquences de leur propre doctrine. Toutefois, l'empressement avec lequel le projet a été monté (sans réel appel d'offre) trahit la volonté de François Mitterrand, de le rendre irrémédiable, et sinon de s'assurer une chaîne «amie» (Jérôme Seydoux est réputé être proche du pouvoir) au moins de rafler par avance le marché publicitaire pour rendre plus difficile, voire impossible, le lancement à court terme d'autres canaux, par une droite conquérante, en 1986.

Il n'a, par ailleurs, jamais été question de favoriser l'expression du pluralisme politique. Le besoin de s'assurer quelques amitiés avant l'échéance de mars prochain a balayé les derniers remords. Dans la foulée on accorde à la nouvelle chaîne le droit d'interrompre ses émissions par des écrans publicitaires malgré les assurances contraires de Georges Fillioux voici quelques mois. Cette dernière mesure n'est peut-être pas une «grande avancée du socialisme» mais elle fera certainement les beaux jours des revendeurs d'Aspirine auprès des téléspectateurs exaspérés par les interruptions incessantes.

Antony SPANO



Silvio Berlusconi

de séries américaines et de films, mais le service public français n'est pas non plus en reste pour diffuser «Dallas», «Dynastie», et autre tirages du Loto. Et la privatisation d'«Antenne 2» que souhaite l'opposition

Immigrés Le courage de Raymond Barre

Une hirondelle ne fait peut-être pas le printemps, mais les récentes déclarations de Raymond Barre sur l'immigration marquent, il faut l'espérer, un coup d'arrêt à l'exploitation démagogique de ce thème par l'opposition.

De Simone Veil à Bernard Stasi, on savait déjà que, dans l'opposition, un certain nombre de gens courageux refusaient d'emboîter le pas de Jean-Marie Le Pen sur le problème de l'immigration. Mais quand on se souvient que Raymond Barre n'avait pas hésité à rencontrer à plusieurs reprises le chef du Front National, on ne peut qu'être heureusement surpris de l'entretien que l'ancien chef du gouvernement a accordé au journal «Sud-Ouest» le 18 novembre dernier.

D'entrée, Raymond Barre déplore que les immigrés soient devenus un enjeu électoral : «j'appréhende à l'avance les débordements que (ce thème) ne manquera pas d'entraîner (...) Je suis bien décidé aujourd'hui à ne pas céder à l'aspect électoral du débat». Il rejette «le racisme, l'intolérance et la ségrégation, contraires aux traditions de la France».

S'il demande une lutte sévère contre l'immigration clandestine, il en trace également les limites : «nos

frontières ne sont pas hermétiques, le contrôle des flux d'immigrants clandestins est difficile et la politique de refoulement qui doit être menée sans répit ne peut être massive».

S'il souhaite un développement de l'aide au retour, Raymond Barre refuse toute contrainte : «aucun esprit raisonnable n'a jusqu'ici proposé le retour forcé» (qui sont donc les esprits déraisonnables ?). Surtout, il ne veut pas faire de l'aide au retour la politique miracle que défend le RPR en dépit du bon sens : «personne ne doit penser que le retour des immigrés suffira à atténuer notablement le problème du chômage».

Quant aux immigrés qui resteront en France, c'est-à-dire la très grande majorité, Raymond Barre propose de «mettre en œuvre une politique généreuse d'insertion», notamment par le biais de l'école et du logement, en des termes très proches de ceux qu'emploie la gauche. Avec une nette désapprobation de la mesure infâme que soutient le RPR : «la suppression des prestations familiales aux enfants de nationalité étrangère vivant sur notre sol me paraît contraire à la fois à nos principes constitutionnels et à la dignité de notre pays».

Raymond Barre a sauvé l'honneur de la droite, par sa courageuse prise de position. François Mitterrand quant à lui a tenu, dans sa dernière conférence de presse, à préciser quelle était la position officielle de la France. Il l'a fait d'une manière courte mais extrêmement nette : «Les immigrés en situation régulière sont en France chez eux. Et qui-conque tient un autre raisonnement tient le raisonnement de la haine ou de la ségrégation raciste».

Cette convergence de langage entre l'un des chefs de l'opposition et le Président de la République ne peut que réjouir ceux qui s'inquiétaient de la montée de la xénophobie et du racisme.

E.M.



S.O.S.

Le melting-potes des intellos

Il y a bien longtemps qu'on n'avait vu autant d'intellectuels, d'origines si diverses, se retrouver derrière une même tribune pour célébrer une même cause, en l'occurrence l'antiracisme. Remarquable notamment la forte représentation du Collège de France parmi les participants.

Ce premier «melting-potes» est entré, d'emblée, dans le vif du sujet, avec deux interrogations : assimilation ou insertion ? Morale ou politique ? Jean-Pierre Vernant a fait appel à ses souvenirs : dans les années 30, il ne voyait de remède au racisme que dans l'assimilation des étrangers à la culture française, selon la tradition des Lumières. Ce point de vue lui semble aujourd'hui idéologique, donc inopérant. Le grand défi : comment être Français tout en gardant ses racines, l'essentiel restant la liberté du choix individuel. Paul Thibaud, directeur d'«Esprit», appuie cette réflexion : «La France n'est pas une ethnie. Il ne faut pas se référer à une identité française qui n'existe pas, mais à la tradition politique nationale qui a construit ce pays et ses valeurs universelles». Le problème est que cette tradition est en crise et que les Français ont moins peur des autres qu'ils ne doutent d'eux-mêmes.

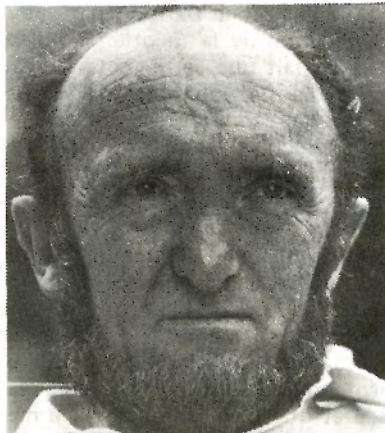
LA GAUCHE EN ACCUSATION

Pour Pierre Bourdieu, «le problème de l'immigration est trop sérieux pour le laisser aux hommes politiques». Il reproche à ces derniers, singulièrement à la gauche, de trop faire de morale et prendre trop peu de mesures politiques concrètes. L'éminent professeur au Collège de France s'en prend vivement à la «lâcheté intellectuelle de la gauche» et à ses déclarations «éthico-magiques» avant d'adjurer, suivez son regard, les organisations antiracistes de ne pas se «laisser noyauter par le gouvernement».

Les journalistes étaient aussi de la fête. Yvan Levaï a fait son mea-culpa : les médias ont aidé à la circulation du racisme, en considérant Le Pen comme un homme politique ordi-

Le 24 novembre, SOS-Racisme a franchi une étape en conviant un grand nombre d'intellectuels, scientifiques et hommes de religion, à son premier «melting-potes».

naire. Du coup, la censure qui frappait certaines idéologies depuis 40 ans est aujourd'hui levée, et il y a banalisation du racisme. Pour ce qui nous concerne nous croyons que les barrières ont sauté avant même que le phénomène Le Pen ne se dé-



Professeur Albert Jacquard

clare, mais sans doute n'est-ce pas le lieu de rappeler notre combat de quinze ans contre le travail de sape mené par la «nouvelle droite» et une certaine presse «bourgeoise»...

La conclusion est revenue à Jean-Daniel : «Il n'y a pas progression de l'expression raciste, mais de la connotation raciste». Et d'expliquer le non-dit du discours lepéniste, le retour du refoulé dans les applaudissements frénétiques de fin de meetings. Le directeur du «Nouvel-Obs» a lui aussi accusé la gauche de n'avoir pas en son temps abordé les questions de l'immigration. Une gauche d'où provenaient néanmoins la plupart des participants à ce colloque, à l'exception d'un Dominique Jamet, bien seul dans son coin. L'unanimité s'est faite à de nombreuses reprises autour de la phrase de Mitterrand («Les immigrés sont en France chez eux»), considérée par tous comme une étape «historique» dans le combat antiraciste.

Dans un pareil débat, la science avait son mot à dire. Albert Jacquard a ému la salle en entreprenant un bel éloge de l'Homme et de sa dignité, en pulvérisant par quelques arguments les pseudo-sciences qui prétendent légitimer le racisme. Très applaudi aussi, le psychanalyste Jacques-Alain Miller, qui ne voit pas dans la science, ni dans l'humanisme, de moyens efficaces pour contrer le racisme. Et pour cause : en ayant un effet de dissolution sur les communautés traditionnelles, la science a recréé des ségrégations plus dures que celles du passé. «Le racisme moderne est une haine de la jouissance de l'autre», parce qu'il jouit autrement et qu'il nous semble une menace pour notre propre jouissance. Quant aux progrès actuels de la science vers la maîtrise absolue de la reproduction, ce qu'a tenté «le IIIème Reich



Jean Daniel

apparaîtra peut-être comme des tâtonnements».

DIFFICULTÉ D'UNE ACTION

Il n'est pas certain que cette journée ait débouché sur la constitution d'une véritable pensée antiraciste. Entre Max Gallo qui fait un parallèle hasardeux entre le déclin du tiers-mondisme

dans les années 70 et la montée du racisme, et Bernard-Henri Lévy qui s'interroge avec raison sur les méfaits de la philosophie des Lumières, il existe plus d'une nuance. Car comment fonder intellectuellement l'antiracisme ? Du côté du message biblique, comme le souhaite Marek Halter, ou dans la «reconstitution d'un front des valeurs humanistes», comme le désire Gallo ?

Mais l'important en cette journée «si belle, si utile, si émouvante»



Bernard Henri Lévy

(Claude Mauriac), était de réaliser la mobilisation des intellos sur quelques principes communs, à défendre d'urgence. Opération concrétisée par «l'Appel de Stockholm», charte antiraciste de SOS-Racisme, qui vient quelques jours après la «Déclaration contre le racisme et pour le pluralisme de la société», paraphée par les Eglises de France de toutes confessions et les loges maçonniques de toutes obédiences. Une première dans le genre, et la preuve s'il en est que les grandes traditions intellectuelles et spirituelles de ce pays ont décidé de faire entendre leur voix dans les débats périlleux du moment. C'est nouveau et c'est bien.

Emmanuel MOUSSET

Cadeaux de Noël ? (p. 11)

“Le projet Eurê

André Grjebine : de financer une

Royaliste : Dans quelle situation économique se trouve le monde capitaliste au moment où les Etats-Unis lancent le projet d'Initiative de Défense Stratégique, dit « guerre des étoiles », et où l'Europe tente de définir les contours du programme Eurêka ?

André Grjebine : Comme vous le savez les pays capitalistes, depuis douze ans maintenant, traversent une période de crise. Cette crise a deux composantes principales : d'un côté une inflation par les coûts, de l'autre une faiblesse excessive de la demande. L'observation de ce phénomène permet à certains économistes de parler de la concomitance d'un chômage classique et d'un chômage keynésien. Toute la question qui se pose aux gouvernements des pays touchés par la crise est de savoir comment soutenir la demande sans pour autant provoquer une hausse des coûts de production (notamment des salaires) donc une reprise de l'inflation. Le second problème, spécifique à des pays déficitaires sur le plan du commerce extérieur comme la France, c'est de savoir comment organiser cette relance sans aggraver leur déficit.

Royaliste : Selon vous le gouvernement socialiste a-t-il su répondre à ce double défi ?

André Grjebine : Jusqu'à présent l'actuel gouvernement français a réussi une performance assez remarquable en matière d'inflation puisqu'il a su faire passer la hausse des prix de 14% pour la dernière année du gouvernement de Raymond Barre, à un peu plus de 5% aujourd'hui. On peut donc mettre à son actif ce bon résultat fondé d'ailleurs, sur un très sensible ralentissement de la hausse des salaires. Il faut désormais parvenir à préserver et renforcer cet acquis tout en pratiquant une politique de relance nécessaire pour venir à bout du chômage. Fléau qui devient de plus en plus pénible pour la société et même de plus en plus dangereux dans la mesure où, par les tensions qu'il engendre, il favorise un climat de violence. Je vous renvoie à ce qui se passe en Angleterre sur les stades et dans certaines des grandes villes. Cette menace est d'autant plus

pernicieuse qu'elle n'apparaît pas du jour au lendemain mais qu'elle résulte d'un long pourrissement.

La seule politique envisageable devrait donc consister à soutenir la demande, tout en freinant la hausse des salaires et en limitant d'une manière ou d'une autre les importations.

Royaliste : Cela paraît être un peu la quadrature du cercle, mais des exemples à l'étranger nous fournissent au moins une piste de réflexion.

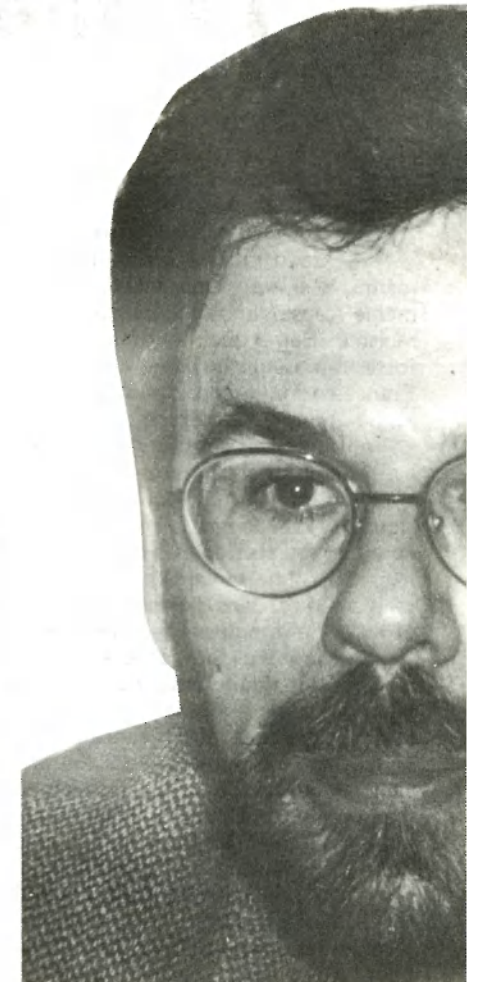
André Grjebine : En effet, la relance que connaissent les Etats-Unis depuis l'automne 82 n'est pas due à l'application de la théorie de l'offre mais au fait que cette théorie a été détournée de son objectif puisque celle-ci préconisait conjointement une réduction importante des impôts qui a bien eu lieu et une politique de réduction des dépenses publiques qui au contraire a été considérablement limitée en raison des réticences des membres démocrates du Congrès et de certains républicains. Même si Reagan a réalisé cette politique involontairement, toujours est-il qu'elle a été réalisée et que c'est un exemple à méditer car il explique non seulement l'ampleur du déficit américain mais aussi l'ampleur de la relance.

Cette politique a donc permis de répondre à la première question que je posais tout à l'heure à savoir comment augmenter le pouvoir d'achat des ménages sans passer par une augmentation des salaires.

Royaliste : Mais l'importance des déficits américains ne constitue-t-elle pas la pierre d'achoppement de la politique reaganienne ?

André Grjebine : En ce qui concerne le déficit commercial, ce problème se pose en terme beaucoup moins aigu aux Etats-Unis qu'en France parce que le statut international du dollar les autorise à mener une politique qu'aucun autre pays ne saurait ni ne pourrait mener.

Pour ce qui est de l'endettement public, il faut bien comprendre que le problème ne réside pas tant dans l'ampleur même du déficit que dans les modalités de financement utilisées pour combler ce déficit. En effet, si le déficit budgétaire était financé



principalement par l'intervention de la banque centrale (la FED) il n'y aurait aucun problème. Je m'explique : quand le Trésor américain (mais évidemment on pourrait transposer cela presque mot pour mot à la France) vend des bons du Trésor, s'il les vend au public (à des agents extérieurs à l'administration : banques commerciales, entreprises, ménages) il contracte une dette dont il doit rembourser chaque année les intérêts. Dès lors sa dette augmente. Dans ce cas cette politique a des limites qui s'expliquent par le fait que dans les années à venir le déficit budgétaire ne fera que croître. C'est une situation qui tend à devenir insoutenable comme on le souligne généralement aux Etats-Unis.

En revanche, si ces bons du Trésor étaient vendus non pas à d'autres agents économiques mais à la FED, l'endettement du Trésor aurait une forme totalement différente. Il ne s'agirait plus que de l'endettement d'une administration à l'égard d'une autre, un peu comme si votre main gauche s'endettait vis-à-vis de votre

Nous poursuivons l'enquête autour d'«Eurêka» et de l'«I.D.S.» avec une interview d'André Grjebine afin de replacer ces deux projets dans leur contexte économique. Ceux-ci, malgré leur taille très différente, posent en effet des problèmes de même nature aux Etats-Unis et à l'Europe. Comment les pays concernés financeront-ils leurs programmes ? D'où viendront en particulier les 36 milliards de dollars que le président Reagan propose de consacrer à l'IDS si ce n'est d'un accroissement du déficit budgétaire ? L'effort consenti par les Etats européens peut-il permettre une relance de l'économie en préservant les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation ? Quel rôle sera accordé aux entreprises ?

ça permettrait à l'Europe politique de relance originale"



main droite ! Cet endettement serait d'autant moins préoccupant que lorsque le Trésor paie des intérêts à la FED, celle-ci s'empresse de les lui reverser.

Royaliste : L'objection qui pourrait être faite à cette proposition consisterait à dire qu'une telle politique qui reviendrait à financer le déficit budgétaire par une création de monnaie, serait inflationniste.

André Grjebine : A cela je répondrai deux choses. Toutes les analyses qui sont faites aux Etats-Unis montrent qu'actuellement au moins, le lien entre la création de monnaie et l'inflation est loin d'être évident. La seconde, c'est que, même en supposant qu'il y ait une relation entre ces deux variables, on pourrait tout à fait réduire d'autre forme de création monétaire. On pourrait par exemple, augmenter systématiquement les réserves obligatoires imposées aux banques commerciales et créer davantage de monnaie par la voie du déficit budgétaire. C'est ce que j'avais proposé dans «L'Etat d'urgence» (1).

Une objection d'ordre institutionnel m'a souvent été formulée aux Etats-Unis à l'occasion du séjour que j'y ai fait au mois de février dernier. Il serait difficile pour des raisons qui tiennent à l'organisation du système bancaire américain, d'augmenter massivement les réserves obligatoires des autres banques. Il est possible que cela soit vrai aux Etats-Unis. Je ne vois pas pourquoi il en serait de même en France.

Royaliste : Pour en revenir au commerce extérieur; si, compte-tenu du statut du dollar, le problème du déficit ne se pose pas aux Etats-Unis (ou se pose d'une manière différente) il n'en reste pas moins lancinant pour un pays comme la France où la question est de savoir comment mener une politique de relance sans provoquer l'afflux d'importations, donc un déficit extérieur massif.

André Grjebine : Pour répondre à cette question qui est évidemment la plus difficile, je crois qu'une remarque préalable s'impose. La politique d'austérité permet de ralentir dans l'immédiat, le déficit extérieur. Car en réduisant globalement la demande on réduit entre autre la demande de produits importés. Mais il faut voir également que la politique d'austérité a des effets pervers dans la mesure où une diminution de la demande provoque une diminution de l'incitation des entreprises à investir et où, comme on l'observe depuis 1976 en France, une chute des investissements, entraîne un vieillissement de l'appareil de production qui devient de moins en moins compétitif. On a alors un déficit commercial qui n'est plus conjoncturel mais structurel. Et on le voit bien aujourd'hui comme on le voyait déjà à la fin du gouvernement de Raymond Barre puisqu'on est en déficit alors même qu'il n'y a pas de relance.

Ceci pour dire que l'austérité n'est pas une réponse adéquate à la contrainte extérieure. Elle l'est à court terme mais ne peut l'être durablement. Il faut absolument chercher autre chose.

Royaliste : Cet autre chose pourrait être la «croissance auto-centrée» dont vous parlez dans «L'Etat d'ur-

gence», mais n'est-il pas possible d'élargir ce concept ?

André Grjebine : La croissance auto-centrée peut se faire à deux niveaux. D'une part au niveau national, s'il n'est pas possible de le faire à un niveau plus large, en privilégiant d'abord les investissements (plutôt que la consommation) et de préférence des investissements économeurs d'importations de produits énergétiques puisque c'est de très loin le poste qui contribue le plus à notre déficit. Mais nous avons déjà naguère analysé cette première politique (2). Aussi peut-on aujourd'hui en examiner une seconde qui serait une relance auto-centrée mais à l'échelon européen par exemple (voire occidental, Japon compris).

Dans la mesure où nous avons en effet l'essentiel de notre déficit extérieur - si on met à part le pétrole - avec nos partenaires européens et notamment avec l'Allemagne, il est clair qu'une relance simultanée des économies de l'ensemble des pays de la CEE serait beaucoup plus facile à concevoir qu'une relance seulement française.

Une fois encore on peut envisager deux cas de figure. L'une qui consisterait simplement à voir un certain nombre de pays entreprendre une politique de relance : il y aurait alors simplement conjonction de volontés communes, chacune de ces relances restant nationale. L'autre qui serait plus ambitieuse, résiderait dans une véritable relance communautaire à partir d'un projet cohérent. Euréka offre une telle possibilité.

Ce que je trouve intéressant dans Euréka c'est que ce projet permettrait à l'Europe de faire face au défi que lancent les Etats-Unis, le Japon et les nouveaux pays industriels en faisant un effort sans précédent et en finançant cet effort par une politique de relance originale.

Royaliste : Dans les faits comment cela pourrait-il se concrétiser ?

André Grjebine : Ce que j'ai dit tout à l'heure à propos de l'amélioration à apporter à la politique américaine serait tout à fait transposable à l'échelon européen.

Le mécanisme pourrait être très simple. Par exemple le gouvernement

français financerait un projet ayant reçu le label Euréka en émettant des bons du Trésor qu'il verserait au FECOM à Bruxelles, en échange la France recevrait des ECU. Le Trésor verserait ces ECU à la Banque de France et obtiendrait en échange des francs. La création de monnaie résultant de ce mécanisme aurait donc pour contrepartie des avoirs en ECU.

L'avantage d'un tel financement serait de créer une demande supplémentaire en Europe qui s'adresserait aux entreprises, mais dont elles ne seraient pas à l'origine. Cela permettrait d'éviter les hausses de coût de production ce qui est essentiel pour ne pas relancer l'inflation.

En combinant une politique de réductions d'impôts à la Reagan, un programme d'investissements européens financé de manière communautaire et une stratégie de réduction de notre contrainte extérieure, on pourrait jeter les bases d'une relance durable de l'économie, condition nécessaire à une réduction du chômage.

propos recueillis par
Patrice Le Roué

(1) Flammarion, 1983.

(2) «Royaliste» 416.

(3) André Grjebine reprend cette analyse en détail dans «La Nouvelle Economie Internationale» (3ème édition à paraître aux PUF en février 1986).

André Grjebine

Né en 1948, André Grjebine enseigne l'économie à l'Institut d'Etudes Politiques. Il a publié «La réforme du système monétaire international» (en collaboration avec Tovy Grjebine), la «Nouvelle économie internationale» et «L'Etat d'urgence». En février 86 paraîtra aux éditions du Seuil «Théorie de la crise et politiques économiques», ouvrage collectif dirigé par André Grjebine, auquel ont participé entre autres économistes James Tobin (prix Nobel) et Ezio Tarantelli (universitaire italien assassiné par les Brigades Rouges en début d'année), Barrère, Kolm, Mazier, Mistral, etc.

Danube

La source viennoise

Vienne se tient entre deux mondes. Pour retrouver son éclat et mesurer son influence, l'ouvrage de William M. Johnston offre d'indispensables repères

On reproche souvent aux Américains leur faible intérêt pour le reste du monde. Qui veut connaître l'histoire et la culture européenne ne peut cependant manquer de consulter les spécialistes d'outre-Atlantique, trop peu traduits, ou très tardivement. Ainsi «L'Esprit viennois», publié aux Etats-Unis en 1972 et qui est porté à la connaissance du public français cette année seulement (1).

paralysé par une bureaucratie plus immobile que nature, la résidence d'un monarque qui préside aux destinées d'une société fortement contrainte, aux prises avec une contradiction dont elle ne peut sortir.

C'est que la crise du monde danubien ne se réduit pas aux poussées nationalistes qui menacent l'unité de l'empire. Plus profondément, comme l'on compris Ferdinand Tönnies et

faut ajouter l'extraordinaire mélange de peuples et de religions qu'abrite la double monarchie. L'esprit viennois, ce sont des catholiques, des juifs, des protestants qui le créent, et le rôle central de l'Autriche et de la culture allemande ne saurait faire oublier la part de la Bohême et de la Hongrie. L'exemple de l'empire des Habsbourg plaide en faveur de la bigarrure, et ce n'est pas un hasard si le génie viennois fut anéanti par la botte germaniquement pure des nazis.

Mais que dire, en si peu de lignes, du contenu de cette culture ? Dans son gros livre dense, William M. Johnston ne parvient à nous donner qu'un aperçu des courants intellectuels et artistiques qui ont marqué les quatre-vingt-dix années de la «joyeuse apocalypse». Pour mesurer leur apport et leur influence aujourd'hui, il faudrait recourir aux œuvres mêmes, parfois oubliées, souvent inaccessibles dans notre langue. Evouons tout de même, parmi les plus connus, Schumpeter pour l'économie, Buber, Brentano et Husserl pour la philosophie, Mach pour la science, Malher et Bartok pour la musique, Freud évidemment, Klimt pour la peinture, Schnitzler et Hoffmannsthal pour la littérature, et encore Lukacs, Wittgenstein, les austromarxistes (Victor et Max Adler, Otto Bauer) Karl Kraus que l'on vient de redécouvrir (2), enfin ceux qui ont poursuivi en exil des œuvres majeures pour notre temps : Karl Polanyi et Hayek pour l'économie - l'un socialiste, l'autre libéral - Popper pour l'épistémologie...

Vienne figée dans sa bureaucratie et étonnamment créatrice, Vienne éprise de plaisir et hantée par l'idée de la mort, Vienne catholique et juive, si germanique et si cosmopolite à la fois, n'est pas la ville de nos nostalgies mais une des principales sources, encore vive, de notre culture contemporaine.

B. LA RICHARDAIS

(1) William M. Johnston -L'esprit viennois- PUF-perspectives critiques, 1985, prix franco : 210 F.
(2) Cf. Thomas Szasz -Karl Kraus et les docteurs de l'âme- Hachette, 1985, prix franco : 95 F.



La Vienne des Habsbourg, un crépuscule éblouissant.

Rédigé longtemps avant l'apparition de la mode viennoise, le livre de William M. Johnston ne participe en rien au goût romantique de la décadence. Au contraire, un des résultats de cette remarquable recherche universitaire est de faire apparaître les facteurs de cohésion et de stabilité de la vieille monarchie austro-hongroise, dont l'histoire politique et intellectuelle est trop souvent analysée en fonction de son effondrement. Le projet de l'auteur n'est cependant pas apologétique. La Vienne impériale et royale est la capitale d'un Etat figé dans son étiquette surannée et

Karl Pribram, l'Autriche fait, comme les autres pays européens mais de façon plus intense, l'expérience du passage d'une société traditionnelle, communautaire et rurale, au monde moderne, individualiste et industriel. L'ambiguïté de cette situation suffit-elle à expliquer le magnifique feu d'artifice austro-hongrois, qui se prolonge jusqu'en 1938 puis dans une sorte de diaspora ? Certainement pas. Parmi les «causes objectives» (qui n'expliquent jamais à elle seules le mystère de l'émergence et de l'épanouissement d'une culture en un lieu et à une époque donnés) il

Crise

l'agonie du fer lorrain

Quel est le lien entre une débâcle sidérurgique et une production de merveilleux ? La question n'est ni impertinente, ni théorique. C'est ce lien que Serge Bonnet met en évidence dans le quatrième et dernier tome de son «Homme du Fer», passionnant recueil de documents de toutes origines qui permet de suivre l'histoire de la sidérurgie lorraine de 1889 à 1985 et de la mieux comprendre.

La crise est connue et les événements qui l'ont marquée sont encore dans toutes les mémoires. Mais on oublie trop facilement que «beaucoup d'hommes ont été plus ou moins broyés» tout au long de cette agonie. Les hommes du fer avaient cru en un avenir radieux, ils se retrouvent aujourd'hui sans rien. Cro-yance en effet : l'acier, comme le montre Serge Bonnet, participe du «merveilleux économico-social», il a ses légendes, sa mystique, son idéal (la nationalisation), ses rêves (l'Europe, la région). Ce merveilleux n'est pas apparu par hasard ; il a été fabriqué par l'ensemble des acteurs politiques et sociaux : le patronat, qui a publié des statistiques douteuses et entretenu un optimisme exagéré ; les gouvernants, qui ont masqué leur incompétence en faisant croire qu'ils maîtrisaient la situation ; les syndicats enfin. «Grands consommateurs de légendes bourgeoises, ils ont tous fini par choisir une des futurologies économiques inventées par de moyens ou de grands bourgeois». Sans oublier les «thaumaturges sociaux», les candidats aux élections qui promettent des miracles, parmi lesquels J.-J. Servan-Schreiber mérite une mention particulière. Quant à la nationalisation, dernier recours, elle n'aura été qu'une «extrême-onction».

En somme, un immense gâchis. Le peuple lorrain méritait autre chose que ce merveilleux de pacotille fabriqué par les experts, futurologues et autres technocrates hyper-compétents. Maintenant, l'homme du fer joue aux boules, en attendant la fin.

Yves LANDEVENNEC

Serge Bonnet -L'Homme du Fer- tome IV (1974-1985). Presses Univ. de Nancy - Editions Serpénoise - Prix franco : 195 F.

Jean-Paul Sartre,

Une vie



Il me semble bien n'avoir vu Jean-Paul Sartre de mes yeux qu'une seule fois. C'était peu de temps avant sa mort. Aveugle, il ne se déplaçait plus que péniblement au bras d'une amie. Impression poignante de ce vieil homme qui avait couru tous les continents, écrit des milliers de pages, promis au naufrage inexorable. Était-il l'ombre de lui-même ? Certains qui avaient été ses compagnons de combat les plus proches l'ont prétendu au moment de la fameuse querelle avec Benny Lévy. Je n'en suis pas sûr du tout. Je crois au contraire que jusqu'au bout il y eut dans ce corps épuisé l'affirmation d'une volonté et d'une intelligence. Jamais le théoricien de la liberté ne consenti à abdiquer devant un destin contraire.

C'est dire combien cette vie a quelque chose d'exemplaire, y compris pour ceux qui se sont toujours trouvés en contradiction avec la pensée et les engagements de Sartre. La biographie qu'Annie Cohen-Solal vient de publier m'a évidemment passionné, à la fois par ce qu'elle m'a rappelé et ce qu'elle m'a appris en restituant à tous ces événements et ces périétés leur unité et leur sens. En historienne scrupuleuse, elle a recoupé les témoignages, tenté d'éclairer les zones d'ombre jusqu'à cette querelle finale entre son dernier secrétaire et l'équipe des « Temps modernes » sur laquelle je reviendrai parce que les passions qui s'y sont affirmées révèlent un enjeu capital. Oui ou non, dans les dernières années de son existence l'auteur de « La Nausée » a-t-il pris ses distances avec quelques-unes des positions les plus assurées de sa pensée ? Si cela était vrai, on comprend que les compagnons se soient émus. C'était leur engagement dans une fidélité totale aux principes sartriens qu'ils avaient fait leurs qui se trouvait en cause.

Un seul Socrate

Mais il faudrait revenir d'abord à cet engagement et à ces principes. Il n'est pas douteux que Sartre les a assumés lui-même, non sans crises, non sans ratés, mais sans jamais abandonner cette sincérité ou cette authenticité qui donna au « mouvement existentialiste » sa sensibilité, celle que l'on retrouve dans le journal de Simone de Beauvoir. Sa façon de vivre hors des conventions bourgeoises s'est affirmée très tôt, en réaction directe contre ses origines familiales, côté Sartre (sur lequel Annie Cohen-Solal fournit de nombreux renseignements inédits et précieux, en particulier sur Jean-Baptiste, le père de Jean-Paul) et côté Schweitzer (*les mots* nous avaient déjà beaucoup appris). Il y a donc sa volonté de ne se laisser emprisonner par aucun cadre social et sa façon de donner le goût du non-conformisme à ces élèves au Havre et à Neuilly. Une de ses conséquences les plus marquantes sera les relations particulières qu'il entretiendra avec le Castor : amour de préférence, sans exclusivité qui permet les aventures... à condition qu'elles ne rompent pas le pacte conclu. Ce ne sera pas toujours facile.

Mais le Sartre qui nous est le plus familier est évidemment le politique, celui qui s'affirmera durant la guerre et en captivité. A ce moment, le philosophe qui mûrit de plus en plus en lui va coïncider avec l'homme d'action. Il était auparavant, selon son expression « mille Socrates, livré au buissonnement de toutes ses curiosités ». *« C'est brusquement que je devenais un seul Socrate... Jusque là, je me préparais à vivre... Et puis voilà que je jouais la pièce, tout ce que je faisais était désormais fait avec ma vie... »* (Carnets de la drôle de guerre). A Jean-Paulhan, il précise : *« Je n'essaie pas de protéger ma vie après coup par ma philosophie, ce qui est salaud, ni de conformer ma vie à ma philosophie, ce qui est pédantesque, mais vraiment, vie et philo ne font plus qu'un. »*

Le principe est beau, mais nullement évident dans la pratique. De roman en essai philosophique, de pièce de théâtre en article politique, Sartre tentera d'assumer cette unité. Mais il est remarquable qu'aucune

de ses œuvres majeures n'a été achevée : ni « L'Être et le Néant », ni « Les chemins de la Liberté », ni la « Dialectique de la raison pratique », ni « L'Idiot de la famille ». On pourrait trop facilement en tirer une morale d'échec. Il est plus juste d'y reconnaître les risques de l'aventure de la liberté, d'autant que celle-ci, on le sait, ne s'appuie sur aucune doctrine des essences, sur aucune téléologie étrangère au pur projet du sujet.

L'engagement de Sartre dans la Résistance fut plus déterminant qu'on ne l'a dit, même s'il n'aboutit pas vraiment. La volonté de lutter contre l'occupant était avérée, au moment où beaucoup, tel Malraux, n'avait pas franchi le pas. Par la suite, il y eut toutes les sinuosités de l'après-guerre, la brouille avec Camus et avec Merleau-Ponty, le bout de chemin avec le P.C. puis la rupture au moment de Budapest. La biographie ne cache rien des faux pas, des déclarations les plus ahurissantes du voyageur retour d'U.R.S.S. Par la suite, il y eut les luttes anticoloniales, le manifeste des 121 avec l'appel à l'insoumission pour les soldats en Algérie. Quoi qu'on pense rétrospectivement de la guerre d'Algérie, on est frappé par la violence de ton de la préface des « damnés de la terre » de Franz Fanon. C'est un tiersmondisme dur, impitoyable, qui s'affirme et dont certaines théorisations de « La dialectique de la raison pratique » laissent pour le moins songeur.

Déclin ou grandeur ?

L'engagement politique de Sartre au total est bien décevant même si on est sensible à une générosité certaine et à ce rôle de Voltaire moderne qu'un Nimier reconnaîtra. Pourtant, il y aura la gloire avec le Nobel, refusé évidemment. Sartre n'en poursuivra pas moins son chemin de drôle d'anarchiste, plus ou moins reconnu ou se reconnaissant dans Mai 68 ; soutien principal des gauchistes dans toutes les luttes du maoïsme spontex alors qu'il poursuit la rédaction de son Flaubert qui lui aussi restera inachevé. Cette fois, ses forces l'ont trahi, les infirmités se sont abattues sur lui. Voici venu le temps des grandes et mornes misères sur lequel Simone de Beauvoir se livra à toutes les confidences dans « La cérémonie des adieux ».

Pierre Victor, le dirigeant de la « Gauche prolétarienne » est devenu son secrétaire particulier. C'est lui qui lit désormais à haute voix à Sartre les ouvrages auxquels sa cécité lui refuse tout accès direct. Victor qui entre temps sera redevenu, par découverte et approfondissement de sa judéité, Benny Lévy, se battra de toutes ses forces pour que le vieil homme échappe à l'engourdissement intellectuel. Durant des heures, ils discutent des sujets familiers à Sartre. Lévy les connaît parfaitement - mais aussi des nouveaux domaines que le secrétaire a découvert. La Cabale, l'histoire du peuple juif, la langue hébraïque, le Talmud... De quoi effrayer ou déconcerter l'équipe des « Temps modernes » qui n'y reconnaît plus les siens. Le jour où Benny Lévy et Sartre voudront publier leurs échanges dans le « Nouvel Observateur », puis en livre, le conflit éclatera. Mais Sartre tiendra bon. Annie Cohen-Solal cite là-dessus le témoignage imparable de Jean Daniel : « C'est moi, lui avait téléphoné le philosophe, qui vous demande de publier ce texte, et de le publier intégralement... Je sais que mes amis vous ont contacté, mais je sais aussi qu'ils se trompent : c'est que l'itinéraire de ma pensée leur échappe, à tous, y compris au Castor... » Propos durs à entendre pour les amis de toujours. Ne témoignaient-ils pas pourtant que le penseur de la liberté voulait le rester jusqu'au bout, y compris en l'assumant contre une pensée à laquelle il s'était identifié toute sa vie. Là où certains voient le signe d'un épouvantable déclin, je discerne de la grandeur.

Gérard LECLERC

Annie Cohen-Solal - *Sartre 1905-1980* - Gallimard. Prix franco : 160 F.

Parallèle Le rêve américain et la réalité soviétique

Tout, à première vue oppose le film soviétique de Nikita Mikhalov, «La parentèle» et le dernier film de Michaël Cimino, «L'année du dragon»...

Commençons par les conditions de production. Le premier est un film aux moyens financiers limités sorti après que la censure soviétique y a pratiqué plusieurs coupes, dans quelques salles uniquement à Paris. Le second est un film à grand budget par la MGM et par conséquent distribué à grand renfort de publicité dans le monde entier.

L'esthétique ensuite. «La parentèle» peut se comparer à un mélodrame dans lequel Mikhalov traite avec humour d'un sujet sérieux (la vie quotidienne en URSS dans les années 80) à la manière d'un Jacques Tati. Alors que «L'année du dragon» est d'une facture plus classique et se rattache au genre policier avec son cortège de violences, de fusillades, de courses-poursuite...

Cependant tous deux sont révélateurs des sociétés soviétique et américaine. L'histoire dans ce cas, est à

considérer comme un prétexte. Ce qui compte en effet, c'est le regard porté par ces deux cinéastes sur leur pays. Et ce qui intéresse la critique c'est davantage ce regard que l'histoire. Dès lors «La parentèle» devient un document sociologique sur la réalité soviétique d'aujourd'hui. Quelles sont les aspirations, les craintes et les réactions de personnages confrontés à tel ou tel événement ? La fiction (une paysanne monte à la ville pour rendre visite à sa fille, et le monde qu'elle découvre la déconcerte...) permet d'acquiescer une certaine distance entre les faits et leur interprétation, qui n'existe pas dans les documentaires truffés pour la plupart de clichés pro-ou anti-communistes.

Il y a pourtant un message : ainsi «La parentèle» peut-il être considéré comme une mise en garde contre la société occidentale et son uniformité. En arrivant chez sa fille la brave paysanne s'aperçoit avec horreur que celle-ci écoute de la musique rock et

fume des Marlboro. De même on peut se dire en sortant de la projection, qu'après tout, la vie en URSS n'est pas si terrible. Mais il est des éléments, glissés avec habileté par le metteur en scène dans son film, qui ne trompent pas. Les militaires y sont omniprésents, bien qu'ils n'aient aucune fonction précise dans le scénario, ils traversent le film de part en part. L'alcoolisme, la désespérance, le désespoir sont aussi des thèmes abordés avec précaution mais avec justesse par Mikhalov. Sachant à quel point il est difficile de faire un film dans un pays de l'Est, il faut faire abstraction de tout ce qui est superficiel.

Il en est de même pour «L'année du dragon», boycotté à sa sortie aux Etats-Unis pour racisme. Peu importe à la limite qu'il s'agisse d'un film raciste ou tout simplement sur le racisme. Le premier grand film de l'histoire du cinéma («Naissance d'une nation», réalisé en 1915 par D.W. Griffith) est un film sudiste. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est le point de vue d'un artiste sur une histoire : celle des Etats-Unis. Cela dit, «L'année du dragon» n'est pas un film raciste. Un policier, immigré polonais de la deuxième génération, se donne pour mission d'éliminer la corruption du quartier chinois de New-York. Les raisons qui le poussent à cet acte ne sont pas d'ordre moral. La première réside dans sa haine de tout ce qui est asiatique (il faut préciser que c'est un vétéran de la guerre du Vietnam), la seconde, dans le fait qu'il se soit intégré et participe de ce fait au rêve américain (il a transformé son nom à consonnance polonaise en un nom à consonnance anglo-saxonne) alors qu'en marge, vivant replié sur lui-même, un peuple millénaire continue à prospérer, rejetant du même coup deux petits siècles d'histoire américaine. Phénomène qui n'est pas propre aux Etats-Unis et qu'on retrouve en France.

Dans ces deux films, ni Mikhalov, ni Cimino ne cherchent à démontrer quoi que ce soit ou à adopter un point de vue pour ou contre le système soviétique d'un côté ou le racisme de l'autre. Ils se contentent de montrer; à nous d'interpréter.

Nicolas PALUMBO

Colloque



Sur le thème «naissance et mort des républiques en France», un colloque a réuni à Nice, du 6 au 8 novembre, nombre de spécialistes du droit et de la science politique. Outre d'intéressantes contributions à l'histoire des institutions et d'utiles lumières sur des événements réputés connus (la fin de la 3ème République, la 4ème et le fardeau colonial) les participants se sont penchés sur le concept même de République.

Pour Michel-Henri Fabre, il ne fait pas de doute que le mot République a valeur juridique, alors que pour Jean Rivero il s'agit d'un concept flou, «nimbé de brume»; il se dissout au contact des idées de liberté, de démocratie, d'Etat de droit, et même la Déclaration des Droits de l'Homme ne peut donner à la République un contenu juridique positif, puisque cette Déclaration a été proclamée dans un régime monarchique et que la Charte de 1814 faisait référence à ses principes (n'oublions pas que ladite Déclaration avait été brisée par le Bourreau sur ordre de la Convention en 1793 !).

Maurice Aghulon a montré quant à lui que la République se plaçait «sous le signe de la complexité, de l'ambivalence, mais aussi du soupçon. Soupçon de la gauche envers la droite, mais aussi de la droite envers la gauche quand celle-ci s'allie à une extrême-gauche que la loi républicaine préoccupe peu».

Une séance particulière était consacrée au général de Gaulle, avec des exposés de Jean-Paul Cointet et de Jean Lacouture (que nous accueillerons prochainement aux **mercredis de la NAR**).

Il reste à souhaiter que les actes seront rapidement publiés, afin qu'ils puissent nourrir une réflexion essentielle sur notre histoire et sur les institutions actuelles.

S.F.



Renouvin en campagne

A l'occasion de la sortie de son livre «La République au roi dormant», Bertrand Renouvin continue de silloner le pays. Ces conférences ou ces dîners-débats sont aussi d'excellentes occasions pour mieux faire connaissance avec les lecteurs de «Royaliste» et nous ne saurions trop inciter les personnes sympathisantes à venir, à cette occasion, rencontrer la NAR et discuter avec son directeur politique.

Rennes - Samedi 7 décembre Dîner-débat - Renseignements pratiques en téléphonant au 99.31.23.85.

Strasbourg - Jeudi 12 décembre. Dîner-débat - Renseignements pratiques en téléphonant au 88.61.84.81.

Laon - Samedi 14 décembre.
- à 18 h : conférence débat dans la salle de réunion de la Maison des Associations (ancienne Bibliothèque) rue du Bourg à Laon.
- à 20 h : dîner à l'hôtel de la Bannière de France, rue Franklin Roosevelt.

Reims - Lundi 16 décembre. Dîner débat dans le Grand Salon du Cercle Colbert, 4, rue Noël à Reims. Prière de s'inscrire à l'avance en écrivant à Julien Betbèze, 7, allée Yves Gandon, 51100 Reims.

Pantin - Jeudi 19 décembre, 20 h 15. Débat avec notamment Bertrand Renouvin sur la monarchie dans les institutions de la République. Bibliothèque Elsa Triolet, 102 av. Jean Lolive, métro Eglise de Pantin.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Emmanuel Le Roy Ladurie



Abonnement
4 numéros : 90 F
CCP 2 398 263 N Paris

Étrennes pensez à nous !

Nos amis auront peut-être lu l'enquête de «Libération» sur le financement de certains mouvements politiques français par le «National Endowment for Democracy» (plus de cinq millions de francs pour l'UNI cette année...) Nous sommes au regret de vous informer que nous ne figurons pas sur la liste des heureux bénéficiaires de cet organisme parapublic américain. Aussi, n'oubliez pas de penser aux étrennes de votre journal, toujours aussi dépendant de ses seuls lecteurs et amis. N'oubliez pas notre souscription permanente. CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris, en indiquant «pour le soutien au journal».

Les "mercredis"

Tous les mercredis, sauf en période de congés scolaires, nous organisons une conférence dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs Paris 1er - 4ème étage) à 20 h précises. Nos conférenciers sont des écrivains, des personnalités politiques ou universitaires de toutes tendances qui acceptent de dialoguer avec nos lecteurs pour deux heures souvent passionnantes. La conférence est suivie pour ceux qui peuvent rester après 22 heures, d'un buffet (participation aux frais du buffet : 18 F). Sur simple demande sans engagement de votre part nous vous ferons parvenir régulièrement le programme de ces «mercredis de la NAR».

Mais qui donc alchimise cette double odeur - encens et myrhe ? - dans l'imprimerie de la NAR ? Pourquoi ces secrètes et odoriférantes expériences menées autour de la puissante offset ? Chuuuuut ! C'est bientôt Noël : on imprime le conte de Luc de Goustine, «La Place de l'Etoile».

Avez-vous pensé à commander ce curieux petit ouvrage à offrir pour les fêtes et dédié au Prince Jean de France ?

Prix pour 1 exemplaire : 50 F (60 F franco de port)
Pour les commandes groupées (à partir de 2) : port gratuit.

CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris.

Cadeaux Des figurines royalistes

A la différence des soldats de plomb qui sont des jouets à caractère naïf, sont sommairement peints, ont des postures rigides et comportent peu de détails, les figurines historiques sont de véritables objets d'art.

Constituées d'alliage de plomb et d'étain, elles possèdent, grâce à de nouveaux procédés de fabrication, une finesse de gravure remarquable.

L'édition et la peinture d'une figurine nécessitent de longues recherches d'uniformologie. La peinture d'une figurine de 54 mm demande 8 heures de travail : après être recouverte d'un enduit destiné à protéger le métal, elle reçoit 3 couches de peinture à l'huile extra fine pour tableaux.

Les tailles les plus répandues sont 54 mm et 90 mm (la taille est mesurée des pieds aux yeux afin de ne pas tenir compte des coiffures).

Depuis quelques années les guerres de Vendée ont inspiré de nombreux graveurs et il est possible aujourd'hui de constituer une véritable collection des principaux chefs chouans et vendéens. Le nombre des figurines produites restera cependant extrêmement réduit et certaines sont déjà absolument introuvables, le moule ayant été détruit où la société productrice ayant disparu.

Nous vous proposons un certain nombre de ces figurines réalisées par un de nos amis, livrée sur socle bois. Voici la liste des personnages dont nous exposons actuellement les figurines dans nos locaux : 54 mm

- Henri de la Rochejaquelein
- Maurice Gigot d'Elbée
- Louis de Froty
- Charette
- Pierre Guillemot
- Georges Cadoudal
- Jacques Cathelineau
- Jean-Nicolas Stofflet
- L.-M. de Lescure
- Chouan au fusil (au repos)
- Chouan à la faux
- Chouan au fusil (à l'assaut)

Ces personnages peuvent être commandés par correspondance au prix de 190 F + 25 F de frais de port et d'emballage (envoi recommandé).

Nous exposons d'autre part d'autres figurines qui, en raison de leur finesse exceptionnelle et de leur fragilité ne peuvent être expédiées par la poste :

- Madame de Bulkeley (à cheval)
- Henri IV et Marie de Médicis
- Louis XVI et Marie-Antoinette
- Porte-Drapeaux royaux et vendéens (nombreux modèles à 210 F pièce)
- Saynettes : «Escarmouche en Vendée» à deux personnages (400 F).

Nous vous conseillons de nous appeler au téléphone avant toute commande afin de vérifier que nous ayons bien la pièce désirée en stock (dans le cas contraire, un délai d'un mois sera nécessaire pour la livraison). Enfin nous assurons la réparation et la restauration de nos figurines.

Pourquoi ne pas offrir une figurine historique royaliste pour Noël ?

J.C.

Commandes accompagnées de leur règlement (215 F par figurine) à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.



Qu'est-ce que "communiquer" ?



J'avais prévu de consacrer cet éditorial à la récente conférence de presse du Président de la République. Mais, au fond, il n'y a rien à en dire que nos lecteurs habituels ne sachent, et que nous aurons à répéter, voire approfondir, au cours des prochains mois.

Pour les nouveaux venus, je rappelle seulement notre analyse principale, qui se résume ainsi : depuis cinq ans, François Mitterrand assume au mieux l'impossible tâche qui consiste à être à la fois l' élu d'une partie de la nation contre une autre et l'arbitre de nos conflits politiques et sociaux. L'issue prévisible des élections l'incite à affirmer plus clairement encore ce rôle d'arbitre actif, soucieux de la continuité, et désireux d'obtenir un accord minimum sur des questions essentielles. Ce qu'un roi pourrait faire sans peine, comme Juan Carlos en Espagne, un président ne peut le réaliser que dans le soupçon permanent et sous la menace constante d'une crise désastreuse pour lui comme pour les institutions.

Que François Mitterrand n'ait cessé de vouloir cet arbitrage et son indépendance de chef d'Etat lui a valu nos suffrages et notre soutien. L'épreuve qui s'annonce ne fera que renforcer notre souci permanent : que les institutions de la Vème République ne soient pas bouleversées ou détruites - donc que le Président aille jusqu'au terme de son mandat - afin que soient préservées les chances d'une mise en pratique de l'esprit monarchique que ces institutions recèlent.

MEDIOCRITE

Cela dit, je renonce au développement prévu sur le bilan de ces cinq années. Les occasions ne manqueront pas de l'établir tout au long de la campagne électorale. Cette hâte, et ce déséquilibre dans un article qui aurait dû peser soigneusement la part du posi-

tif et celle du négatif s'explique par la gêne éprouvée lors des déclarations présidentielles sur la 5ème chaîne de télévision. Fallait-il vraiment ce luxe de détail et ces longues minutes consacrées à justifier ce qui n'est pas défendable au fond ? Le Président a voulu éviter le pire en consentant au médiocre. Il y a tout à parier que cette médiocrité sera imitée, et se généralisera peu à peu.

Condamner solennellement la décision présidentielle ne servirait à rien. Loin d'être un point de départ, l'affaire de la 5ème chaîne signifie que le pouvoir politique a perdu depuis plusieurs années la maîtrise de l'image. Quand ? La date est imprécise. Il avait encore cette maîtrise en 1981, puis le système d'information est devenu autonome et nous sommes pleinement entrés dans l'«ère de la communication», dont le mouvement paraît irrésistible. Le pouvoir vient de le reconnaître, et s'efforce de l'organiser un peu en concédant beaucoup. Cette multiplication des images ne va pas sans conséquences graves. A trop observer les méthodes et les progrès impressionnants de ses techniques, on oublie que la communication est un système qui s'autoproduit et s'autogère. Les forces politiques, les acteurs sociaux, ont de moins en moins d'influence sur ses valeurs et sur ses critères. Au contraire, chacun adapte sa parole et son comportement aux *media*, entre dans le spectacle qu'ils organisent souverainement, s'incline devant ses verdicts.

LA PERTE DU SENS

Les effets paradoxaux de ce système ont été depuis longtemps soulignés. On communique une information croissante et toujours plus de messages publicitaires, mais notre compréhension des événements diminue, comme notre connaissance de la qualité des produits. La communication donne à voir, à entendre, alimente

nos rêves nostalgiques ou exotiques, séduit par sa magie, mais ne dit rien. Quand le discours politique est découpé en «petites phrases», quand chacun est placé dans une catégorie immuable, quand l'importance de l'événement est mesurée à sa télégenie, il est logique que l'essentiel échappe, se perde ou s'anéantisse. Ainsi, les millions d'images, les milliers de commentaires objectifs et de déclarations engagées n'ont pas fourni une seule analyse compréhensible de la guerre civile libanaise. En outre, devant l'accumulation des tragédies spectaculaires, c'est l'indifférence qui naît, et l'oubli dès qu'elles ne sont plus montrées.

La communication épuise notre sensibilité. Elle modifie aussi notre faculté de juger. Ce n'est pas la véracité d'une parole qui intéresse, ni son caractère mensonger qui émeut, mais l'impression produite par celui qui la dit : non sur soi-même, ce qui serait banal, mais sur les autres. Ainsi le débat entre Fabius et Chirac. Si le premier a perdu, ce n'est pas par la faiblesse de ses arguments, mais en raison de sa mauvaise image, ressentie comme telle en fonction des critères universels de la bonne communication, qui sont indéfinissables mais supposés admis par l'ensemble des témoins. De même que Fabius s'est fabriqué ou laissé fabriquer, un personnage pour l'occasion, la personne assise devant son récepteur s'efface, oublie ses convictions et ses passions, pour se soumettre à une règle technique inexprimée mais impérieuse.

Cette attitude, qui tend à se répandre, aboutit à l'impossibilité de toute analyse et de tout dialogue : on ne sait plus qui parle, ni de quoi. Il n'y a plus de sens, ni d'identité vraie. Nul n'est responsable de cet état de fait, dont chacun est victime. Ainsi va notre modernité. Force est de l'assumer. Cela ne signifie pas qu'il faille y consentir.

Bertrand RENOUVIN